



Ministère de la Famille
et des Aînés

Étude des crédits
2009-2010

Renseignements particuliers
Volet Famille

Avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Volet Famille

#	Demande de renseignements particuliers
1	Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003.
2	Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.
3	Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.
4	Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.
5	Pour les centres de la petite enfance : <ul style="list-style-type: none">a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009;b. coût du développement de places en 2009-2010;c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);d. équité salariale.
6	Pour l'année 2008-2009 - Pour les bureaux coordonnateurs : <ul style="list-style-type: none">a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009;b. coût du développement de places en 2009-2010;c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);d. équité salariale.
7	Pour l'année 2008-2009 - Pour les garderies : <ul style="list-style-type: none">a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009;b. coût du développement de places en 2009-2010;c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);d. équité salariale.
8	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2007-2008 et 2008-2009.
9	Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2005-2006 à 2008-2009.
10	Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 trié par région.
11	Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 trié par région.
12	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs) : <ul style="list-style-type: none">a. personnel éducateur formé;b. personnel éducateur non formé;c. commis-comptable;d. secrétaire-comptable;e. secrétaire;f. cuisinier et responsable de l'alimentation;g. préposé à l'entretien ménager;h. conseiller pédagogique;i. gestionnaire de niveau 1;j. gestionnaire de niveau 2;

- k. gestionnaire de niveau 3;
 - l. aide-éducatrice;
 - m. agent de soutien pédagogique;
 - n. agent de conformité.
- 13 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour chacun des postes suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :
- a. personnel éducateur formé;
 - b. personnel éducateur non formé;
 - c. commis-comptable;
 - d. secrétaire-comptable;
 - e. secrétaire;
 - f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
 - g. préposé à l'entretien ménager;
 - h. conseiller pédagogique;
 - i. gestionnaire de niveau 1;
 - j. gestionnaire de niveau 2;
 - k. gestionnaire de niveau 3;
 - l. aide-éducatrice;
 - m. agent de soutien pédagogique;
 - n. agent de conformité.
- 14 Le nombre d'ETC pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour chacun des postes suivants (garderie) :
- a. personnel éducateur formé;
 - b. personnel éducateur non formé;
 - c. commis-comptable;
 - d. secrétaire-comptable;
 - e. secrétaire;
 - f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
 - g. préposé à l'entretien ménager;
 - h. conseiller pédagogique;
 - i. gestionnaire de niveau 1;
 - j. gestionnaire de niveau 2;
 - k. gestionnaire de niveau 3;
 - l. aide-éducatrice;
 - m. agent de soutien pédagogique;
 - n. agent de conformité.
- 15 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour chacun des postes suivants (garderie) :
- a. personnel éducateur formé;
 - b. personnel éducateur non formé;
 - c. commis-comptable;
 - d. secrétaire-comptable;
 - e. secrétaire;
 - f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
 - g. préposé à l'entretien ménager;
 - h. conseiller pédagogique;
 - i. gestionnaire de niveau 1;
 - j. gestionnaire de niveau 2;
 - k. gestionnaire de niveau 3;
 - l. aide-éducatrice;
 - m. agent de soutien pédagogique;
 - n. agent de conformité.
- 16 Bilan et coûts de l'application de la loi 124. Tous documents, notes, états de situation, rapports concernant l'application de la loi.

- 17 Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2007-2008 et 2008-2009 ventilé par région.
- 18 Nombre de poupons dans les services de garde en 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 ventilé par région.
- 19 Nombre de places à temps partiel dans les services de garde en 2007-2008, 2008-2009 et prévisions 2009-2010 ventilé par région.
- 20 Nombre de places en milieu de travail et d'études en 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 ventilé par région.
- 21 Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de service de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.
- 22 Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2009 et prévisions pour 2009-2010.
- 23 Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, et ventilé selon le type de service de garde (camp de jour, garderie) incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2007-2008, 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010.
- 24 État de situation au sujet du développement d'une politique familiale au sein des municipalités pour 2008-2009.
- 25 Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-Municipalités (TQM) relatifs à la politique familiale pour 2008-2009.
- 26 Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.
- 27 Copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire du Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en œuvre d'une politique de conciliation travail-famille.
- 28 Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2008-2009 :
 - a. personne vivant seule;
 - b. couple;
 - c. famille monoparentale;
 - d. famille biparentale;
 - e. définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme;
 - f. définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.
- 29 Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.
- 30 État de situation sur le financement global des immobilisations.
- 31 État d'avancement de l'implantation du programme de mentorat avec l'Association des retraités de l'enseignement du Québec pour la formation en français dans les entreprises.
- 32 Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports concernant le jugement Grenier et les suites à y donner.
- 33 État de situation concernant le jugement Grenier et les suites à y donner et inclure les impacts financiers.

- 34 Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres, quant à la suite à donner aux rapports des CRÉ sur leur situation régionale dans le cadre du plan d'accessibilité aux services de garde éducatifs.
- 35 Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2009 comparativement au 31 mars 2008 et au 31 mars 2007 et 2006.
- 36 État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies.
- 37 Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de service de garde.
- 38 Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.
- 39 Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.
- 40 Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.
- 41 Tous documents, notes, états de situation, rapports, notes au Conseil des ministres au sujet de la surfacturation au sein des services de garde.
- 42 État de situation concernant la surfacturation dans les services de garde éducatifs.
- 43 Le nombre de plaintes à l'égard de la surfacturation dans les services de garde depuis janvier 2007 par type de services offerts, le nombre de permis qui ont été suspendus pour cause de surfacturation depuis janvier 2007 ainsi que les interventions du ministère pour contrer la surfacturation.
- 44 Pour l'année 2008-2009, nombre de places développées par mois, par région et par type de services de garde.
- 45 Pour l'année 2009-2010, prévisions du nombre de places à développer par mois, par région et par type de services de garde.
- 46 Plan de développement des places en services de garde par année, par région, par type de services de garde pour atteindre l'objectif de 220 000 places à 7\$.
- 47 Nombre de RSG syndiqués.
- 48 Nombre de RSG ayant déposé des plaintes :
 - a. à la Commission des normes du travail :
 - i. Valeur totale des réclamations;
 - b. à la Commission de l'équité salariale :
 - i. Valeur totale des réclamations;
 - c. à la CSST;
 - i. Valeur totale des réclamations;
 - d. à l'assurance-emploi :
 - i. Valeur totale des réclamations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP1

Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2007-2008. Les données pour 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009.

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2007-2008				
Année financière	Installation de CPE	Milieu familial		Garderies subventionnées
		Coordonné par les CPE	Coordonné par les BC	
2003-2004	93,83 %	79,26 %	-	98,22 %
2004-2005	94,44 %	81,83 %	-	98,00 %
2005-2006	94,43 %	84,17 %	-	98,93 %
2006-2007	95,13 %	-	83,17 %	98,57 %
2007-2008	96,00 %	-	84,74 %	98,99 %

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2007-2008 :

Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents

÷

(nombre de places subventionnées annualisé x 261 jours)

Les enfants ne sont pas nécessairement présents à chacun des jours d'occupation prévus à l'entente de service en raison des vacances, des maladies et des congés fériés (installations de CPE et garderies).

La subvention du Ministère est calculée sur la base des jours d'occupation et non pas des jours de présence.

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations des services de garde,
9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2

Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2007-2008. Les données pour 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009.

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2007-2008				
Année financière	Installation de CPE	Milieu familial		Garderies subventionnées
		Coordonné par les CPE	Coordonné par les BC	
2003-2004	82,31 %	88,95 %	-	87,86 %
2004-2005	81,81 %	88,69 %	-	87,89 %
2005-2006	81,65 %	88,18 %	-	87,88 %
2006-2007	80,39 %	-	87,00 %	86,55 %
2007-2008	79,03 %	-	86,00 %	85,27 %

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune place n'a été récupérée en 2008-2009.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations –
8 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4

Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune place n'a été récupérée en 2008-2009. Par conséquent, il n'y a eu aucune réaffectation de places récupérées.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 8
avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP5

Pour les centres de la petite enfance :

- a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009;
- b. coût du développement de places en 2009-2010;
- c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. équité salariale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009 :

L'impact budgétaire sur les subventions de fonctionnement est évalué à 9 M\$ en 2009-2010.

- b. Coût du développement de places en 2009-2010 :

8,7 M\$ en subventions de fonctionnement additionnelles.

- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les barèmes de la subvention de fonctionnement des CPE ont bénéficié d'une augmentation de 0,6 M\$ en 2008-2009 pour le financement des avancements d'échelons du personnel.

- d. Équité salariale :

Les barèmes de la subvention de fonctionnement des CPE ont bénéficié d'une augmentation de 14 M\$ en 2008-2009 pour les ajustements reliés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde,
9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP6

Pour l'année 2008-2009 – Pour les bureaux coordonnateurs :

- a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009;
- b. coût du développement de places en 2009-2010;
- c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. équité salariale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009 :

L'impact budgétaire sur la subvention annuelle des bureaux coordonnateurs est évalué à 5,8 M\$ pour 2009-2010.

- b. Coût du développement de places en 2009-2010 : 0,3 M\$

- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Dès leur création le 1^{er} juin 2006, le budget de fonctionnement des BC a été établi en utilisant l'échelon maximum des échelles salariales de chacune des catégories d'emploi. Les BC disposent d'une marge de manœuvre puisque tous leurs employés ne sont pas au maximum des échelles.

- d. Équité salariale : 0,9 M\$ en 2008-2009

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde,
9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP7

Pour l'année 2008-2009 – Pour les garderies :

- a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009;
- b. coût du développement de places en 2009-2010;
- c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. équité salariale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2008-2009 :

L'impact budgétaire sur les subventions annuelles des garderies subventionnées est évalué à 13,4 M\$ pour 2009-2010.

- b. Coût du développement de places en 2009-2010 : 3 M\$

- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les barèmes de la subvention annuelle des garderies subventionnées ont bénéficié d'une augmentation de 0,3 M\$ en 2008-2009 pour le financement des avancements d'échelons du personnel.

- d. Équité salariale :

Les barèmes de la subvention annuelle des garderies subventionnées ont bénéficié d'une augmentation de 5,8 M\$ en 2008-2009 pour les ajustements reliés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde,
9 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 8

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

Services de garde éducatifs Plaintes reçues								
Catégories	2007-2008				2008-2009			
	CPE Inst.	BC	Gard.	Total	CPE Inst.	BC	Gard.	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	31	35	52	118	22	26	42	90
Liste d'attente	30	4	7	41	17	1	7	25
Refus d'accès	7	7	8	22	6	2	13	21
Total catégorie	68	46	67	181	45	29	62	136
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	31	29	32	92	25	15	40	80
Comité de parents	0	0	19	19	0	0	14	14
Conseil d'administration	85	26	0	111	54	17	0	71
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	0	1	6	7	4	4	7	15
Fonctions du BC	0	166	0	166	0	139	0	139
Permis	8	1	9	18	2	0	8	10
Programme d'activités	10	6	31	47	5	3	45	53
Programme Places contribution réduite	26	34	286	346	15	22	134	171
Régie interne	36	7	38	81	25	3	56	84
Total catégories	196	250	421	867	130	203	304	637
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personne reliée à un service de garde en installation	4	0	7	11	6	0	8	14
Autre personne reliée à un service de garde en milieu familial	0	13	0	13	0	9	0	9
Éducateur	74	0	92	166	76	0	99	175
Gestionnaire	73	27	92	192	69	12	89	170
Responsable service de garde en milieu familial	0	103	0	103	0	85	0	85
Total catégorie	151	143	191	485	151	106	196	453
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	16	2	14	32	10	1	19	30
Alimentation	29	10	83	122	20	9	110	139
Appareils de jeux et cour extérieure	11	3	27	41	11	5	24	40
Équipement	4	4	21	29	7	1	19	27
Hygiène	24	3	61	88	34	6	84	124
Locaux	15	4	42	61	24	1	66	91
Médicaments	0	0	5	5	2	0	6	8
Produits d'entretien et produits toxiques	1	1	0	2	5	0	1	6
Ratios	31	4	69	104	14	3	66	83
Total catégorie	131	31	322	484	127	26	395	548
Total des catégories	546	490	1001	2037	453	364	957	1774

**PLAINTES REÇUES À L'ÉGARD DES
SERVICES DE GARDE SANS PERMIS**

Sans permis Plaintes reçues						
Objets des plaintes	2007-2008			2008-2009		
	Milieu familial	Install.	Total	Milieu familial	Install.	Total
Sans permis en milieu familial	140	---	140	193	---	193
Sans permis en installation	---	69	69	---	70	70
Santé et sécurité	52	15	67	61	20	81
Utilisation du mot « garderie »	12	5	17	17	17	34
Comportements inappropriés ou dangereux	17	2	19	10	4	14
Total	221	91	312	281	111	392

SOURCE : Bureau des plaintes - 14 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP9

Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2005-2006 à 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Type d'infraction	Nombre d'infractions							
	Centre de la petite enfance				Garderie			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Vérification de l'absence d'empêchement du personnel du service de garde	177	121	53	67	113	120	69	61
Cours de premiers soins	138	95	43	73	86	46	64	95
Ratio éducateur/enfants non conforme	6	4	3	11	11	7	15	19
Qualification du personnel	35	35	24	1	56	23	48	2
Aires de jeu intérieures non conformes	53	58	25	42	20	12	13	21
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	107	133	110	187	59	67	76	120
Locaux équipés	109	126	112	106	76	91	122	74
Maintien des locaux propres	153	194	172	286	85	96	120	168
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	362	137	116	198	141	52	65	98
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	21	15	0	0	12	9	1	1
Liste des numéros de téléphone	43	41	17	30	44	41	42	32
Affichage du menu hebdomadaire	75	87	116	136	60	49	92	109
Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre)	511	615	482	223	342	317	383	110
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	229	269	211	347	130	145	164	180
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent)	171	162	112	205	94	101	109	129
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	63	81	63	82	67	76	86	104
Dossier parental conservé à l'établissement non conforme	178	118	83	123	114	88	69	93
Article de la loi touchant la santé et la sécurité des enfants	76	30	2	5	30	19	0	2
Comité de parents absent ou non conforme	S/O	S/O	S/O	S/O	139	38	0	34

SOURCE :

Bureau du sous-ministre adjoint – 15 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10

Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 trié par région.

Exposé et statistiques

Le nombre de CPE déficitaires selon la région pour les années 2006-2007 et 2007-2008 est présenté au tableau suivant.

Les données pour 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009 et celles de 2009-2010 à partir de décembre 2010.

CPE ayant terminé l'une des années financières 2006-2007 et 2007-2008 avec un déficit d'opération			
Région administrative		2006-2007	2007-2008
01	Bas-St-Laurent	8	9
02	Saguenay - Lac-St-Jean	6	5
03	Capitale Nationale	20	20
04	Mauricie	10	8
05	Estrie	9	4
06	Montréal	59	40
07	Outaouais	9	5
08	Abitibi - Témiscamingue	12	8
09	Côte-Nord	6	6
10	Nord-du-Québec	4	4
11	Gaspésie - Îles-de la-Madeleine	2	3
12	Chaudière-Appalaches	12	4
13	Laval	11	9
14	Lanaudière	4	7
15	Laurentides	9	6
16	Montréal	24	20
17	Centre-du-Québec	5	5
Ensemble du Québec		210	163

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP11

Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 trié par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre de bureaux coordonnateurs déficitaires selon la région pour les années 2006-2007 et 2007-2008. Les données pour 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009 et celles de 2009-2010 à partir de décembre 2010.

Bureaux coordonnateurs ayant terminé l'une des années financières 2006-2007 et 2007-2008 avec un déficit d'opération			
Région administrative		2006-2007	2007-2008
01	Bas-St-Laurent	-	1
02	Saguenay - Lac-St-Jean	-	-
03	Capitale Nationale	-	3
04	Mauricie	-	-
05	Estrie	1	1
06	Montréal	1	1
07	Outaouais	1	1
08	Abitibi - Témiscamingue	-	2
09	Côte-Nord	1	3
10	Nord-du-Québec	1	1
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2	2
12	Chaudière-Appalaches	2	3
13	Laval	-	-
14	Lanaudière	-	-
15	Laurentides	-	1
16	Montérégie	-	1
17	Centre-du-Québec	2	1
Ensemble du Québec		11	21

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP12

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) en centre de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, les prévisions pour 2008-2009 et 2009-2010, pour chacun des emplois suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :

- a. Personnel éducateur qualifié;
- b. Personnel éducateur non qualifié;
- c. Adjointe administrative;
- d. Commis comptable ou secrétaire comptable;
- e. Secrétaire-réceptionniste;
- f. Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
- g. Préposée;
- h. Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice;
- m. Agente de conformité.

En 2007-2008, il y avait dans les centres de la petite enfance et les bureaux coordonnateurs, près de 21 700 postes à temps plein. On estime qu'en 2008-2009 il y aura environ 21 950 postes à temps plein, soit une augmentation de 1,2 %. Pour 2009-2010, on estime l'effectif à temps plein à 23 095, soit une augmentation d'environ 5,2 % par rapport à 2008-2009.

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement estimé des places au permis en installation.

ETC par catégorie d'emploi	2007-2008	2008-2009 (estimation)	2009-2010 (estimation)
Éducatrice qualifiée	12 398	12 536	13 216
Éducatrice non qualifiée	4 138	4 184	4 411
Adjointe administrative	271	275	288
Commis comptable ou secrétaire comptable	361	367	382
Secrétaire-réceptionniste	158	160	166
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 220	1 234	1 301
Préposée	462	467	492
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	556	569	583
Gestionnaire niveau 1	332	336	352
Gestionnaire niveau 2	667	676	709
Gestionnaire niveau 3	676	686	719
Aide-éducatrice	251	254	268
Agente de conformité	200	206	208
TOTAL	21 690	21 950	23 095

1,0 ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices et 1 825 heures / année pour les autres catégories d'emploi.

Source : Rapports financiers 2007-2008

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
14 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP13

Le salaire moyen versé en centre de la petite enfance pour chacun de ces emplois et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 et 2009-2010 pour chacun des emplois suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :

- a) Personnel éducateur qualifié;
- b) Personnel éducateur non qualifié;
- c) Adjointe administrative;
- d) Commis comptable ou secrétaire-comptable;
- e) Secrétaire-réceptionniste;
- f) Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
- g) Préposée;
- h) Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
- i) Gestionnaire de niveau 1;
- j) Gestionnaire de niveau 2;
- k) Gestionnaire de niveau 3;
- l) Aide-éducatrice;
- m) Agente de conformité.

Salaire moyen annuel par catégorie d'emploi	2006-2007	2007-2008	2008-2009 (estimation)	2009-2010 (estimation)
	\$	\$	\$	\$
Personnel éducateur qualifié	28 324	29 528	31 182	32 878
Personnel éducateur non qualifié;	23 293	24 383	26 014	27 736
Adjointe administrative	34 668	36 254	37 635	38 994
Commis comptable ou secrétaire-comptable	28 948	29 649	30 648	31 626
Secrétaire-réceptionniste	24 945	25 982	27 214	28 447
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	27 754	28 823	30 224	31 524
Préposée	22 627	23 201	23 677	24 169
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	34 704	36 131	37 909	39 725
Gestionnaire de niveau 1	37 354	44 512	46 515	48 608
Gestionnaire de niveau 2	47 011	51 850	54 183	56 621
Gestionnaire de niveau 3	54 563	66 006	68 976	72 080
Aide-éducatrice	24 314	24 785	26 076	27 315
Agente de conformité	32 103	32 589	34 222	35 892

Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération totale par catégorie inscrite aux rapports financiers par le nombre d'ETC. Les estimations pour 2008-2009 et 2009-2010 incluent la progression liée au changement d'échelon, l'augmentation de 2 % aux 1^{er} avril de 2008 et de 2009 ainsi que les ajustements d'équité salariale aux mêmes dates. À noter que pour les gestionnaires, la nouvelle classification en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 comporte 5 classes de rémunération pour les directrices générales et jusqu'à 3 classes pour les directrices adjointes; les rapports financiers 2007-2008 ventilent l'information sous 3 niveaux, ce qui explique la présentation des estimations sous ces 3 anciennes classes salariales.

Source : Rapports financiers 2007-2008

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
14 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP14

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) en garderie pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 et 2009-2010 pour chacun des postes suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur qualifié;
- b. Personnel éducateur non qualifié;
- c. Adjointe administrative;
- d. Commis comptable ou secrétaire comptable;
- e. Secrétaire-réceptionniste;
- f. Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
- g. Préposée;
- h. Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Il y avait dans les garderies subventionnées, en 2007-2008, plus de 5 800 emplois d'éducatrices à temps plein. On estime qu'en 2008-2009 il y aura plus de 6 130 emplois à temps plein, soit une augmentation d'environ 5,3 %. En 2009-2010, on estime que les garderies auront 6 636 emplois à temps plein, soit une augmentation de 8,1 % par rapport à 2008-2009.

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement des places au permis.

Les données pour les autres catégories d'emplois n'existent pas. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans les rapports financiers.

	2007-2008	2008-2009 (estimation)	2009-2010 (estimation)
	ETC	ETC	ETC
Éducatrice qualifiée	3 352	3 533	3 821
Éducatrice non qualifiée	2 470	2 603	2 815
TOTAL	5 822	6 136	6 636

1,0 ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
14 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP15

Le salaire moyen versé pour chacun de ces emplois en garderie et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008, prévisions pour 2008-2009 et 2009-2010, pour chacun des postes suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur qualifié;
- b. Personnel éducateur non qualifié;
- c. Adjointe administrative;
- d. Commis comptable ou secrétaire comptable;
- e. Secrétaire-réceptionniste;
- f. Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
- g. Préposée;
- h. Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

	2006-2007	2007-2008 (estimation)	2008-2009 (estimation)	2009-2010 (estimation)
Salaire annuel moyen				
	\$	\$	\$	\$
Éducatrice qualifiée	25 617	27 013	28 928	30 973
Éducatrice non qualifiée	20 541	21 368	22 902	24 503
MOYENNE	23 203	26 618	26 371	28 228

Le salaire moyen versé est calculé en divisant la rémunération inscrite au rapport financier par le nombre d'ETC.

Les données pour les autres catégories d'emplois n'existent pas. Seul le personnel éducateur est inscrit aux rapports financiers des garderies subventionnées.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre -
14 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP16

Bilan et coûts de l'application de la loi 124. Tous documents, notes, états de situation, rapports concernant l'application de la loi.

Exposé et statistiques

L'entrée en vigueur de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance a notamment donné lieu à la création des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC).

La rationalisation qui a résulté du regroupement des places en milieu familial parmi 165 BC plutôt que parmi 894 CPE a généré une économie récurrente de l'ordre de 50 M\$.

La restructuration de la coordination de la garde en milieu familial a permis aux RSG une plus grande place dans la gestion de ces organisations en leur accordant au moins une place au sein du conseil d'administration et en soutenant la création, au sein de chaque bureau coordonnateur, d'un comité consultatif de RSG qui est consulté sur les aspects qui touchent la gestion des services de garde en milieu familial.

Une évaluation des bureaux coordonnateurs a été effectuée. Le rapport préliminaire est achevé et sera soumis pour avis aux membres du comité conseil de l'évaluation, sur lequel siègent des représentants des associations concernées. Cette rencontre devrait se tenir à la mi-mai.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde,
3 avril 2009
COLLABORATION : Bureau du sous-ministre adjoint
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP17

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2007-2008 et 2008-2009 ventilé par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2007-2008. Il s'agit d'enfants de 0 à 59 mois et de 60 mois et plus. Les données pour 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009.

Nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2007-2008		
Région administrative		2007-2008
01	Bas-St-Laurent	98
02	Saguenay - Lac-St-Jean	123
03	Capitale Nationale	434
04	Mauricie	84
05	Estrie	166
06	Montréal	1 030
07	Outaouais	100
08	Abitibi - Témiscamingue	33
09	Côte-Nord	30
10	Nord-du-Québec	32
11	Gaspésie - Îles-de la-Madeleine	32
12	Chaudière-Appalaches	197
13	Laval	205
14	Lanaudière	269
15	Laurentides	271
16	Montréal	815
17	Centre-du-Québec	85
Ensemble du Québec		4 004

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Nombre de poupons dans les services de garde en 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 ventilé par région.

Exposé et statistiques

Les données pour 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009 et celles de 2009-2010 à partir de décembre 2010.

Nombre de poupons dans les services de garde en 2007-2008 par région administrative		
Région administrative		2007-2008
01	Bas-Saint-Laurent	784
02	Saguenay - Lac-St-Jean	1 186
03	Capitale Nationale	2 639
04	Mauricie	915
05	Estrie	1 424
06	Montréal	6 641
07	Outaouais	1 603
08	Abitibi - Témiscamingue	715
09	Côte-Nord	410
10	Nord-du-Québec	267
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	342
12	Chaudière-Appalaches	1 817
13	Laval	1 611
14	Lanaudière	1 736
15	Laurentides	1 846
16	Montréal	5 521
17	Centre-du-Québec	1 003
Ensemble du Québec		30 461

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 9 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 19

Nombre de places à temps partiel dans les services de garde en 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 ventilé par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les places subventionnées des services de garde ne sont pas consacrées *a priori* à la garde à temps partiel ou à la garde à temps plein. Ce sont les besoins de la clientèle qui font que les places sont utilisées à temps plein ou à temps partiel par un enfant. Le Ministère ne fait donc pas de prévisions quant à l'utilisation des places par des enfants qui fréquentent les services de garde à temps partiel ou à temps complet.

L'information disponible au Ministère est celle fournie par les CPE, les BC et les garderies subventionnées dans leur Rapport financier annuel (RFA), plus précisément dans *l'État de l'occupation et des présences réelles des enfants PCR de 59 mois ou moins accueillis à temps partiel*.

Selon l'information déclarée dans les RFA 2007-2008, 1 105 services de garde ont accueilli des enfants de 0 à 59 mois à temps partiel qui ont utilisé 2 558 109 jours d'occupation.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 14 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP20

Nombre de places en milieu de travail et d'études de 2000 à 2007 et estimations pour mars 2009

Exposé et statistiques

Évolution du nombre de places et d'installations en milieu de travail de 2000 à 2007

Exercice financier	CPE		Garderies		TOTAL	
	Nombre d'installations	Nombre de places	Nombre d'installations	Nombre de places	Nombre d'installations	Nombre de places
1999-2000 ¹	162	8 560	N.D.	N.D.	162	8 560
2000-2001	178	9 815	N.D.	N.D.	178	9 815
2001-2002	203	11 179	N.D.	N.D.	203	11 179
2002-2003	222	12 399	N.D.	N.D.	222	12 399
2003-2004	227	12 488	N.D.	N.D.	227	12 488
2004-2005 ²	219	12 572	18	886	237	13 458
2005-2006	178	10 670	16	579	194	11 246
2006-2007	197	11 812	13	487	210	12 299

Source : Analyse des rapports d'activités.

¹ Premier exercice financier où la question est posée dans les rapports d'activités.

² Premier exercice financier où la question est posée aux garderies.

Les données pour 2007-2008 seront disponibles au printemps 2009 et celles de 2008-2009 seront disponibles à partir de décembre 2009.

L'estimation pour mars 2009 n'est pas disponible.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 8 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP21

Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de service de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun document n'a été produit par le ministère de la Famille et des Aînés sur ces questions.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 8
avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2009 et prévisions pour 2009-2010.

Modèle d'estimation des besoins de places en services de garde

Les besoins à combler, en matière de places par région pour les enfants de 0 à 4 ans, sont établis à l'aide d'un modèle d'estimation des besoins en matière de services de garde qui comporte cinq variables :

- le nombre d'enfants de 0 à 4 ans;
- le taux global d'activité des parents;
- les préférences des parents en matière de services de garde;
- l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde;
- l'équivalence en places à temps complet.

La variable 1 - le nombre d'enfants de 0 à 4 ans

Les perspectives démographiques du Québec illustrent que le nombre d'enfants âgés de 0 à 4 ans augmentera constamment entre 2008 et 2011, passant de 375 773 à 376 510 enfants. Les données de population utilisées pour l'estimation des besoins sont tirées du *Recensement 2006, Statistique Canada*.

La variable 2 - le taux global d'activité des parents

Le taux global d'activité de la mère ou du parent seul augmente selon l'âge de l'enfant. Ainsi, le taux global d'activité du parent est de 64 % lorsque l'enfant a moins de un an alors qu'il atteint 74,6 % dans le cas du parent d'un enfant âgé entre 3 et 4 ans. Les données proviennent d'une compilation spéciale, effectuée par Statistique Canada, des données du *Recensement 2006*.

La variable 3 - les préférences des parents en matière de services de garde

L'Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde réalisée en 2004 par l'Institut de la statistique du Québec démontre que la préférence des parents pour la garde régulière en CPE ou garderie augmente avec l'âge de leur enfant, passant ainsi de 17,8 % lorsque ce dernier a moins de un an à 58,3 % s'il est âgé de 4 ans.

Les variables 4 et 5 - l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde et l'équivalence en places à temps complet

L'Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde permet de voir une augmentation de la clientèle des services de garde tandis que les rapports d'activités soumis par les services de garde précisent la fréquentation des enfants ce qui permet de tenir compte du fait que tous les enfants n'ont pas besoin d'une place à temps plein dans un service de garde.

Dans le cadre de la planification du développement de 15 000 places additionnelles, des travaux de mise à jour des données du modèle d'estimation des besoins sont actuellement en cours au Ministère.

Prévisions pour les années 2009-2010

En 2009-2010, le Ministère entend poursuivre le développement afin d'atteindre 220 000 places à contribution réduite disponibles à l'automne 2010.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 8
avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, et ventilé selon le type de service de garde (camp de jour, garderie) incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2007-2008, 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette réponse sera fournie par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction générale des politiques

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 17 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 24

État de situation au sujet du développement de politique familiale municipale au sein de municipalités, bilan et portrait

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2002, le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) accompagne les municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC) dans l'élaboration ou la mise à jour de leur politique familiale municipale en leur offrant un soutien financier et technique.

Un nouveau programme a été annoncé le 12 juin 2008 à la suite de l'évaluation réalisée à l'automne 2007 auprès de municipalités et de MRC participantes et non participantes. Ce nouveau programme s'inscrit dans la continuité de celui terminé le 31 mars 2008 et il se poursuivra jusqu'au 31 mars 2011.

Selon les données disponibles en mars 2009, 467 municipalités se sont inscrites au programme parmi lesquelles :

- 246 municipalités ont élaboré leur politique sur une base individuelle;
- 221 l'ont fait conjointement avec les 21 MRC qui ont présenté une demande au MFA.

Elles se répartissent comme suit :

- 100 % des municipalités de 50 000 habitants et plus sont rejointes;
- 65 % des municipalités de 10 000 à 49 999 habitants sont rejointes;
- 6,2 millions d'habitants rejoints sur une population totale de 7,6 millions.
- 81 % de couverture auprès de la population totale du Québec.

Ce sont donc 267 projets qui ont été autorisés depuis le début du programme en 2002, pour un total de 4,5 M\$ en subventions pour le soutien financier et technique :

Année financière	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Nombre de projets
Nombre de municipalités et de MRC qui ont obtenu une subvention	59	17	27	57	38	55	14	267
Montant total en subventions aux municipalités et aux MRC pour le soutien financier	957 857	372 900	295 305	686 070	703 445	619 522	157 242	3 792 341
Montant total en subventions aux municipalités et aux MRC pour le soutien technique	200 234	55 376	97 235	173 781	116 000	79 976	N/D	722 602

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle

COLLABORATION : Direction de la coordination et du soutien aux opérations

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 25

Table Québec – municipalités relatif à la politique familiale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-municipalités (TQM) relative à la politique familiale.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action
intersectorielle
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2007-2008 le MFA a conclu :

- des ententes administratives avec chacune des CRÉ pour la réalisation de plans régionaux d'accessibilité aux services de garde. Une somme de 490 110 \$ a été affectée à ces ententes.
- deux ententes spécifiques, en collaboration avec d'autres partenaires sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes en Estrie et dans Lanaudière, en accordant 25 000 \$ à chacun de ces projets
- une entente spécifique de 50 000 \$ avec la CRÉ de Montréal pour soutenir les travaux du Comité régional de la famille dont le mandat est d'identifier des priorités régionales pour les familles et de proposer des moyens d'action
- une entente spécifique de 40 000 \$ avec la CRÉ de Chaudière-Appalaches pour la réalisation d'une étude sur les besoins des familles en matière de conciliation travail-famille-études qui servira à confectionner un plan d'action régional et des plans d'action locaux en vue de répondre à ces besoins.

En 2008-2009, le MFA a également accordé 25 000 \$ pour une troisième année, à la CRÉ de l'Estrie sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Copie de tous les documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire du Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en œuvre d'une politique de conciliation travail-famille.

Les documents suivants sont disponibles sur demande ou sur le site Internet du MFA :

- Proposition de contenu pour une mission exploratoire en France sur le thème de la conciliation travail-famille accompagnée d'une note adressée à la sous-ministre, M^{me} Sylvie Barcelo;
- Document de consultation Vers une politique gouvernementale sur la conciliation famille-travail (2004).

Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.mfa.gouv.qc.ca/ministere/formulaires-et-publications/index.asp?categorie=1202103#liste>

- Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendue publique en décembre 2006).

Disponible à l'adresse suivante :

http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/CF_egalite_politique.pdf

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques –
2009-04-01

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP28

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2007-2008 et 2008-2009 pour le programme suivant:

- Prime au travail;
 - i. Personnes seules
 - ii. Familles monoparentales
 - iii. Famille biparentales
 - iv. Couple sans enfant

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La ventilation des budgets pour ce programme sera fournie par le ministère du Revenu.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques –
2009-04-01

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP29

Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.

Exposé et statistiques

Année	Nombre de garderies non subventionnées	Nombre de places en garderies non subventionnées
2002-2003	37	1 620
2003-2004	44	1 907
2004-2005	59	2 457
2005-2006	78	3 487
2006-2007	103	4 538
2007-2008	105	4 751
2008-2009	142	6 954

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 8 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP30

État de situation sur le financement global des immobilisations.

Résumé du Programme

Le programme de financement des infrastructures (PFI) fournit aux CPE les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation nécessitant un apport financier important tout en facilitant l'accès à du financement à des conditions avantageuses. Mis sur pied en 2002-2003 sous le nom de programme de financement global des immobilisations (PFGI), ce programme a changé de nom à partir de l'exercice financier 2008-2009.

Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement des infrastructures. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt intérimaire à décaissements progressifs qui est converti en prêt à terme lorsque le projet est complété. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

Historique

Le PFI a été mis sur pied pour l'année financière 2002-2003. Dans un premier temps, le financement intérimaire a été fourni par la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ). Un premier appel d'offres afin d'identifier une institution financière pouvant offrir le financement intérimaire et à terme a été lancé en février 2004. Les discussions avec l'institution dont l'offre avait été retenue ayant échoué, le Ministère a dû recommencer le processus à l'automne 2004. Celui-ci a conduit à la signature, le 21 décembre 2004, d'une entente avec la Banque Nationale du Canada (BNC) pour un financement total de 240 M\$.

L'entente avec la BNC a déclenché une vaste opération de transfert vers cette institution financière des prêts que les CPE avaient avec la CHQ. Au 31 mars 2009, tous les prêts avaient été transférés à la BNC.

Le Ministère a renégocié l'entente avec la BNC en juin 2007 pour augmenter le volume de financement à 315 M\$ afin notamment de pouvoir financer les changements d'emplacement de CPE ou les travaux majeurs urgents et nécessaires.

Nombre de projets financés et niveau des prêts

En date du 31 mars 2009, 401 projets en cours de réalisation bénéficient du PFGI pour une valeur totale de projets autorisés de 293 M\$ et la valeur des décaissements totalise 256,6 M\$. La très grande majorité des projets financés a permis d'augmenter le nombre de places en CPE. Toutefois, environ 23 % de l'argent investi dans le programme a permis le changement d'emplacement de CPE ou des travaux majeurs urgents et nécessaires.

Au 31 mars 2009, 314 projets totalisent un investissement de 242,5 M\$. Le Ministère a commencé à rembourser la dette sur ces projets le 1^{er} décembre 2005.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 20 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP31

État d'avancement de l'implantation du programme de mentorat avec l'Association des retraités de l'enseignement du Québec pour la formation en français dans les entreprises.

Exposé et statistiques

Cette question a été ajoutée aux renseignements particuliers du volet Aînés du ministère de la Famille et des aînés.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 17 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP32

Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports concernant le jugement Grenier et les suites à y donner.

Exposé et statistiques

Les documents suivants sont disponibles sur demande :

- ✓ Informations sur la garde en milieu familial (numéro 1 à 5) disponibles dans le site Internet du ministère de la Famille et des Aînés.
- ✓ Lettre du sous-ministre adjoint du 3 novembre aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial.
- ✓ Communiqué du gouvernement du 12 février 2009 invitant les syndicats à discuter d'un nouveau modèle de relations de travail pour les responsables des services de garde en milieu familial et les ressources intermédiaires et de type familial du réseau de la santé et des services sociaux.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint, 15 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP33

État de situation concernant le jugement Grenier et les suites à y donner et inclure les impacts financiers

Exposé et statistiques

En juin 2003, l'Assemblée nationale a adopté le Projet de loi 8 qui introduisait dans la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde* une disposition déclaratoire à l'effet qu'une RSG est une prestataire de services au sens du Code civil (article 8.1) et qu'elle est réputée ne pas être à l'emploi ni salariée du CPE qui l'a reconnue. À cette disposition déclaratoire s'ajoutait un processus (articles 73.3 à 73.7) permettant au ministre de conclure des ententes, avec une ou des associations représentatives des RSG, portant sur l'exercice de la garde en milieu familial, sur son financement ainsi que sur la mise sur pied et le maintien des programmes et services répondant aux besoins de l'ensemble des RSG. Ces articles ont été reproduits dans la nouvelle loi adoptée en 2005.

Le 31 octobre 2008, l'honorable Danielle Grenier, juge à la Cour supérieure, a déclaré inconstitutionnels, invalides et sans effet les articles 56 et 125 à 132 de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*. Le gouvernement a annoncé, le 24 novembre 2008, sa décision de ne pas porter ce jugement en appel.

- En décembre 2008, un groupe de réflexion sur la garde en milieu familial a été mis sur pied par la ministre de l'époque, Mme Michelle Courchesne. Ce groupe de réflexion est formé de l'Association québécoise des CPE (AQCPE), du Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance (CQSGEE) et de l'Association des éducatrices et éducateurs en milieu familial du Québec (AEMFQ). Chacune des associations a exprimé l'importance de conserver le caractère spécifique de la garde en milieu familial.
- Des comités de travail réunissant des représentants des différents ministères et organismes ont été mis sur pied afin de dégager des orientations communes sur les suites à donner au jugement Grenier et de coordonner les différentes actions des ministères et organismes concernés.
- Par communiqué diffusé le 12 février 2009, le gouvernement a convié les organisations syndicales et les partenaires à discuter d'un nouveau modèle de relations de travail pour les RSG ainsi que pour les ressources intermédiaires et les ressources de type familial dans le secteur de la santé et des services sociaux (RI et RTF). Dans le cadre de ce communiqué, le gouvernement a également annoncé qu'il entendait déposer au printemps deux projets de loi, l'un pour les RI et RTF et l'autre pour les RSG, afin de clarifier la situation.

Les informations relatives à la syndicalisation et aux négociations entre le Conseil du trésor et les différents syndicats ne relèvent pas du ministère de la Famille et des Aînés.

Les informations concernant les impacts financiers ne sont pas disponibles.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint, 15 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP34

Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres, quant à la suite à donner aux rapports des CRÉ sur leur situation régionale dans le cadre du plan d'accessibilité aux services de garde éducatifs.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Plan régional d'accessibilité pour chacune des régions du Québec relève des Conférences régionales des élus (CRÉ). Ce document est disponible sur le site Internet de chacune des CRÉ.

- Au moment de l'analyse des projets en vue de l'attribution des 18 000 places, le Ministère a mis à la disposition de chaque comité d'analyse la liste des priorités établies par la CRÉ de la région concernée;
- Les priorités régionales se sont donc ajoutées aux priorités ministérielles en matière de développement et ont permis de tenir compte des besoins spécifiques énoncés dans les rapports des CRÉ.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 17 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP35

Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2009 comparativement au 31 mars 2008 et au 31 mars 2007 et 2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Projets en attente au 31 mars 2009

Note : Compilation du nombre de projets et de places déposés entre le 15 avril et le 15 mai 2008 dont le nombre total de places demandées n'a pas été autorisé
Il s'agit de formulaires de demandes de places subventionnées

	CPE		Garderie		Milieu familial	
Régions	Nombre de projets	Nombres de places	Nombre de projets	Nombre de places	Nombre de projets	Nombre de places
Bas-Saint-Laurent	12	392	1	15	0	0
Saguenay-Lac Saint-Jean	24	749	12	634	4	172
Capitale-Nationale	51	1 860	48	2 300	8	429
Mauricie	10	346	4	191	0	0
Estrie	21	981	5	275	3	84
Montréal	75	4 082	453	28 414	3	1 057
Outaouais	10	509	28	1 715	4	352
Abitibi-Témiscamingue	8	378	0	0	0	0
Côte-Nord	2	98	0	0	0	0
Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	20	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	143	3	163	5	209
Laval	15	765	151	10 037	5	586
Lanaudière	24	1 111	78	5 437	4	193
Laurentides	34	1 804	123	9 117	5	568
Montréal	74	3 487	204	13 544	6	410
Centre-du-Québec	3	75	3	83	0	0
Total	369	16 800	1 113	71 925	47	4 060

Projets en attente au 31 mars 2008				
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelle que soit l'année de la demande Il s'agit de formulaires de demandes de permis reçus.				
	CPE		Garderie	
Régions	Nbre de projets	Nbre de places	Nbre de projets	Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	0	0	1	16
Saguenay-Lac Saint-Jean	0	0	8	407
Capitale-Nationale	8	373	29	1 346
Mauricie	3	153	5	198
Estrie	2	125	3	123
Montréal	38	2 439	323	21 704
Outaouais	1	55	28	1 903
Abitibi-Témiscamingue	1	37	1	29
Côte-Nord	1	65	2	54
Nord-du-Québec	1	23	0	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	1	30	17	692
Laval	4	284	66	4 569
Lanaudière	3	156	55	3 988
Laurentides	0	0	79	5 624
Montréal	2	124	181	11 040
Centre-du-Québec	0	0	10	381
TOTAL	65	3 864	808	52 074

Projets en attente au 31 mars 2007			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelle que soit l'année de la demande			
Régions	CPE et garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderie Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	32	0	57
Saguenay-Lac Saint-Jean	52	0	158
Capitale-Nationale	30	373	812
Mauricie	6	153	115
Estrie	5	125	109
Montréal	306	2465	17 102
Outaouais	21	55	1 354
Abitibi-Témiscamingue	2	37	29
Côte-Nord	2	65	30
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	8	30	147
Laval	58	284	3 558
Lanaudière	53	94	3 620
Laurentides	62	0	4 327
Montréal	139	124	8 589
Centre-du-Québec	4	0	162
TOTAL	CPE = 64 Garderie = 641	3 828	40 169

Projets en attente au 31 mars 2006			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelle que soit l'année de la demande			
Régions	CPE et Garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderies Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	2	0	37
Saguenay-Lac Saint-Jean	2	0	49
Capitale-Nationale	24	373	553
Mauricie	6	153	115
Estrie	5	125	109
Montréal	291	2465	16 331
Outaouais	17	0	1 170
Abitibi-Témiscamingue	2	37	29
Côte-Nord	2	65	30
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	73
Laval	56	284	3 478
Lanaudière	49	94	3 321
Laurentides	53	0	3 898
Montréal	128	124	7 949
Centre-du-Québec	4	0	162
TOTAL	CPE = 63 Garderie = 583	3 773	37 304

Projet en attente au 31 mars 2005			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelle que soit l'année de la demande			
Régions	CPE et Garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderie Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	2	0	37
Saguenay-Lac Saint-Jean	3	0	79
Capitale-Nationale	27	373	461
Mauricie	10	153	141
Estrie	6	125	80
Montréal	306	2605	15 508
Outaouais	13	0	914
Abitibi-Témiscamingue	4	37	29
Côte-Nord	3	65	30
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	73
Laval	55	364	3024
Lanaudière	49	94	3361
Laurentides	39	0	2758
Montréal	127	124	7960
Centre-du-Québec	4	0	162
TOTAL	653	3 993	34 617

Projets en attente au 31 mars 2004			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelle que soit l'année de la demande			
Régions	CPE et Garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderie Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	0	0	0
Saguenay-Lac Saint-Jean	3	0	133
Capitale-Nationale	21	478	524
Mauricie	3	153	0
Estrie	2	125	0
Montréal	189	2 755	6 517
Outaouais	1	0	80
Abitibi-Témiscamingue	2	37	0
Côte-Nord	1	65	0
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	2	30	29
Laval	34	364	1 885
Lanaudière	12	94	576
Laurentides	13	0	869
Montréal	2	124	0
Centre-du-Québec	0	0	0
TOTAL	286	4 248	10 613

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 21 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP 36

État de situation relatif au soutien financier des haltes-garderies communautaires

Les objectifs poursuivis

Les activités de halte-garderie communautaire offertes par les organismes communautaires constituent une avenue intéressante pour les parents dont les besoins de garde sont ponctuels. Ils fournissent une réponse adaptée aux besoins de garde occasionnelle et temporaire de certaines familles. En effet, ce service permet à des parents, principalement issus de milieu défavorisé, d'obtenir un moment de répit ou de participer à des activités d'intégration sociale et professionnelle.

Les critères de financement

- Le soutien financier de chaque organisme est calculé selon son offre de service de halte-garderie communautaire (heures d'ouverture par semaine, nombre de semaines fonctionnelles par année et nombre d'enfants présents dans un même bloc horaire).
- Les organismes financés doivent s'engager à respecter certaines conditions concernant notamment la sécurité des enfants.
- L'utilisation du soutien financier accordé doit obéir aux règles de saine gestion des deniers publics. Une reddition de comptes est exigée de l'organisme fiduciaire.

Organismes financés en 2008-2009

- Un total de 255 organismes communautaires qui offrent des activités de halte-garderie ont reçu un soutien financier.
- Un montant de 2 917 500 \$ a été versé à ces organismes.
- Cette somme est répartie à travers les 17 régions administratives du Québec.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP37

Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de service de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DEMANDES DE PERMIS DES GARDERIES À BUT LUCRATIF

Nombre de demandes reçues et
de permis émis à des garderies à but lucratif
depuis 2004-2005

Année	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		Total	
Régions	Demandes reçues	Permis émis	Demandes reçues	Permis émis	Demandes reçues	Permis émis	Demandes reçues	Permis émis	Demandes reçues	Permis émis	Demandes reçues	Permis émis
Bas-St-Laurent	3	0	1	0	1	2	0	0	0	0	5	2
Saguenay/Lac- St-Jean	2	0	0	1	3	0	6	0	7	2	18	3
Capitale- Nationale	2	2	6	6	6	6	10	6	20	3	44	23
Mauricie	2	1	0	0	0	0	0	0	1	0	3	1
Estrie	1	0	2	2	0	1	1	0	3	0	7	3
Montréal	155	18	36	24	15	22	82	13	277	24	565	101
Outaouais	4	0	4	6	3	1	15	1	13	5	39	13
Abitibi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Côte-Nord	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	3	0
Nord-du- Québec	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Gaspésie/Îles- de-la- Madeleine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chaudière- Appalaches	3	1	0	4	4	0	6	0	3	2	16	7
Laval	23	3	8	5	2	5	17	4	95	5	145	22
Lanaudière	9	1	3	4	4	2	11	0	39	2	66	9
Laurentides	17	1	16	7	9	1	23	2	74	2	139	13
Montréal	67	4	11	7	11	7	34	2	121	7	244	27
Centre-du- Québec	4	0	0	5	0	1	3	0	2	0	9	6
TOTAL	294	31	87	71	58	49	209	28	655	52	1303	231

Les données sont par année budgétaire.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 15 avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP38

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les sommes versées en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) vont directement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec qui en dispose en fonction des priorités gouvernementales établies.

SOURCE : Direction générale des politiques
COLLABORATION : Direction des affaires canadiennes et intergouvernementales
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP39

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Entente Canada-Québec sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a été signée le 28 octobre 2005. Cette entente asymétrique de 1,1 MM\$ était sans condition et les fonds versés étaient affectés au mieux-être des familles du Québec.

Dans une lettre du 20 février 2006, la ministre Finley a mis un terme à l'entente à compter du 31 mars 2007 et s'est engagée à verser les sommes promises pour 2006-2007, soit 152,8 M\$.

La fin de l'Entente Canada-Québec sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a amené un manque à gagner pour le Québec de 807,2 M\$.

Lors du budget 2007 du gouvernement fédéral, le Transfert pour la création de places en garderie a été annoncé, totalisant 750 M\$ sur trois ans, dont 176,3 M\$ pour le Québec à partir de 2007-2008. Ces fonds ont été intégrés au Transfert canadien en matière de programmes sociaux en 2008-2009.

SOURCE : Direction générale des politiques
COLLABORATION : Direction des affaires canadiennes et internationales
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP40

Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada en 2006-2007, 2007-2008, 2009-2009 et prévisions pour 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dès l'instauration du programme d'allocation familiale en 1997, le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite des bonifications de la prestation nationale pour enfant (PNE) du gouvernement du Canada pour développer les services de garde à contribution réduite.

Depuis août 2001, le gouvernement du Québec a cessé de réduire les montants des allocations familiales en contrepartie des investissements additionnels du gouvernement fédéral dans la PNE.

Depuis janvier 2005, les familles québécoises reçoivent le paiement du Soutien aux enfants. Le Soutien aux enfants remplace les programmes d'allocation familiale, les crédits d'impôt non remboursables pour les enfants à charge de moins de 18 ans et la réduction d'impôt à l'égard de la famille.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP41

Tous documents, notes, états de situation, rapports, notes au Conseil des ministres au sujet de la surfacturation au sein des services de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les documents suivants sont disponibles sur demande ou sur le site Internet du MFA :

- √ Données sur les plaintes relatives à la contribution réduite.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint – Agence des services à la famille

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP42

État de situation concernant la surfacturation dans les services de garde éducatif

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis la mise en vigueur, en juin 2006, des nouvelles dispositions légales et réglementaires visant un meilleur encadrement des obligations des prestataires relatives au respect de la contribution réduite, 1 237 plaintes visant 379 établissements ont été enregistrées. Au 31 mars 2009, 94% des dossiers étaient réglés.

Les données sur les plaintes relatives à la contribution réduite sont disponibles dans le site Internet du ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint – Agence des services à la famille
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP43

Le nombre de plaintes à l'égard de la surfacturation dans les services de garde depuis janvier 2007 par type de services offerts, le nombre de permis qui ont été suspendus pour cause de surfacturation depuis janvier 2007 ainsi que les interventions du ministère pour contrer la surfacturation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. Depuis le 1^{er} janvier 2007, le Ministère a reçu 527 plaintes. De ce nombre, 455 visaient une garderie, 35 visaient un CPE et 37 visaient une responsable d'un service de garde en milieu familial (RSG).
2. Aucun permis n'a été suspendu pour cause de contributions non autorisées (surtarification).
3. Après avoir documenté la situation auprès de la personne plaignante, une visite est effectuée au service de garde pour examiner, notamment, les documents comptables ainsi que les ententes de services de garde conclues avec les parents. Une plainte touchant une responsable d'un service de garde est transmise pour traitement au bureau coordonnateur dont elle relève.

S'il s'avère que des frais ou des contributions sont exigés des parents en contravention au Règlement sur la contribution réduite, l'inspecteur demande au titulaire de permis (CPE ou garderie) que les correctifs requis soient apportés dans les meilleurs délais. Si les irrégularités persistent, un avis de non-conformité est transmis au titulaire de permis l'informant des conséquences s'il devait refuser de se conformer dans un délai déterminé. Si, après ce délai, la situation n'est toujours pas corrigée, le Ministère transmet au titulaire de permis un avis l'informant de la suspension de ses subventions, et ce, jusqu'à ce que la situation soit redressée.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint – Agence des services à la famille

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP44

Pour l'année 2008-2009, nombre de places développées par mois, par région et par type de garde.

Répartition des places développées par région et par type de garde en 2008-2009

	Installation	Garderie	Milieu familial	Total
Bas St-Laurent	12	0	30	42
Saguenay/Lac-St-Jean	62	48	78	188
Capitale-Nationale	39	20	123	182
Mauricie	12	22	0	34
Estrie	57	0	60	117
Montréal	82	712	296	1090
Outaouais	25	34	246	305
Abitibi/Témiscamingue	87	0	0	87
Côte-Nord	24	0	65	89
Nord-du-Québec	0	0	0	0
Gaspésie/Îles-de-la-Mad.	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	104	95	314	513
Laval	3	42	316	361
Lanaudière	24	0	100	124
Laurentides	24	8	382	414
Montérégie	108	186	669	963
Centre-du-Québec	0	16	132	148
TOTAL	663	1 183	2 811	4 657

Le total régional représente la somme des réalisations mensuelles par région.

Répartition mensuelle des places développées en 2008-2009	
Mois	Nombre de places
Avril	2
Mai	65
Juin	90
Juillet	0
Août	65
Septembre	2 610
Octobre	31
Novembre	162
Décembre	364
Janvier	279
Février	11
Mars	978
TOTAL	4 657

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 8
avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP45

Pour l'année 2009-2010, prévisions du nombre de places à développer par mois, par région et par type de services de garde

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- L'objectif à atteindre est de poursuivre la création des 18 000 places et de rendre disponibles 6 343 places à contribution réduite d'ici le 31 mars 2010 :

NOMBRE DE PLACES				
	Objectif initial	Objectif révisé	Réalisation	Solde à réaliser
2008-2009	5 000	5 000	4 657	343
2009-2010	6 000	6 343		

- La donnée mensuelle n'est pas disponible.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 8
avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP46

Plan de développement des places en services de garde par année, par région, par type de services de garde pour atteindre l'objectif de 220 000 places à 7\$.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Plan de développement :

Année	Nombre de places
2009-2010	6 343
2010-2011	7 000

La répartition régionale des places à développer ainsi que la répartition par type de services de garde ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 9
avril 2009

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP47

Nombre de RSG syndiquées

Exposé et statistiques

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre - 14 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP48

Nombre de RSG ayant déposé des plaintes

Exposé et statistiques

La réponse quant aux plaintes adressées par les RSG aux instances en matière de relations de travail ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre - 14 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 21 avril 2009